



Appel à la Marche des Libertés, stop à la loi Sécurité Globale et aux lois liberticides

La loi Sécurité Globale va être discutée au Sénat, les décrets liberticides du ministre Darmanin sont confortés par le Conseil d'Etat (et maintenant contestés au Conseil Constitutionnel), la loi contre le séparatisme va être débattue à l'Assemblée Nationale... Nous subissons une attaque sans précédents sur nos Libertés

Comme partout en France, nous appelons à une marche regroupant associations, syndicats, collectifs, citoyens et citoyennes, notamment les artistes à nous rejoindre le 30 janvier.

Une fois encore, comme dans près de 90 villes, nous les citoyennes et citoyens de ce pays manifestons notre opposition à la proposition de loi dite de Sécurité globale et aux lois liberticides. Nous ne sommes pas les seul-e-s à dénoncer les dérives sécuritaires et liberticides du gouvernement français. En décembre 2020, cinq rapporteurs de l'ONU l'ont jugé incompatible avec le droit international et les droits humains et demandent à la France de revoir sa copie. Aujourd'hui, à propos de la loi contre le « séparatisme », c'est Human Watch qui déclare que « le gouvernement semble assimiler l'islam en général à la menace terroriste, et c'est une énorme erreur ».

Nos critiques de la Loi de Sécurité Globale concernent — la presse l'a relayé — l'article 24 et l'impossibilité de rendre compte des violences policières. Mais elles dépassent largement cet article. Nous dénonçons aussi les articles 21 et 22 qui autorisent la captation en direct des images de manifestant-e-s, l'utilisation de drones de surveillance et permettraient une surveillance étendue, en particulier des manifestants : « Cela aura de graves implications pour le droit à la vie privée, la liberté de réunion pacifique et la liberté d'expression dans le pays — ainsi que dans tout autre pays qui pourrait s'inspirer de cette législation ».

Nous demandons le retrait TOTAL de la loi de Sécurité Globale qui sera débattue en mars au Sénat.

Nous dénonçons le Schéma National du maintien de l'Ordre qui vise à interdire aux citoyen-e-s, aux reporters, aux journalistes, aux observateurs et observatrices des libertés publiques de dénoncer les dérives du maintien de l'Ordre. **Schéma National** qui, à l'opposé des doctrines européennes, accentue l'escalade des violences entre policier-e-s, gendarmes et manifestant-e-s à l'opposé de la dé-escalade promue par nos voisins européens. Schéma nationale qui aboutit à ce que des brigades non-spécialisées mettent les manifestant-e-s en danger comme le 16 janvier à Toulouse.

Nous dénonçons les mesures de fichage généralisé proposé par le Ministre de la Police qui vise à recueillir les opinions politiques ou syndicales, les comportements et habitudes de vie...

Nous dénonçons la loi contre le « séparatisme » qui représente un autre coin enfoncé contre les libertés visant particulièrement nos concitoyennes et concitoyens de confession musulmane et constitue une atteinte sans précédent contre les libertés associatives.

Nous dénonçons la situation faite aux arts et à la culture. Un exemple scandaleux : la fermeture administrative de Mix' Arts, lieu de recherche, de production et de diffusion artistiques. Ce sont les moyens dédiés à l'art et à la démocratisation culturelle qui sont mis à mal ; l'art dans l'irremplaçable diversité de ses démarches et de ses œuvres au bénéfice de tous ; la culture dans la richesse de ses pluralités et forces d'innovation. Les artistes et l'ensemble de la population sont dans une situation qui met en péril la création qui est bien commun, l'exercice indispensable du débat et de la pensée critique, la soif de visions d'autres mondes possibles. Publics, spectateurs, artistes professionnels et artistes bénévoles, travailleurs de la culture, nous sommes tous appelés au devoir de résistance. La France, jadis patrie des droits de l'Homme, se retrouve, en 2020, au **34^{ème} rang du classement de la liberté de la presse** de *Reporters Sans Frontières*.

L'ensemble de ces lois et décrets font système et menacent notre démocratie !

Ensemble le 30 janvier, à 13h30 à la médiathèque de Toulouse pour une marche des libertés avec la participation des artistes.

FB : <https://fb.me/e/13Mp0iP6s>

Premiers signataires

ATTAC, BDS, CNRR31, EELV Toulouse, Ensemble 31, Extinction rébellion Toulouse, FNEC FP FO 31, Fondation Copernic, Handi-Social, Heure Bleue, LdH, Libre Pensée 31, Mouvement de la paix 31, MRAP 31, NPA 31, Parti de gauche 31, Parti Occitan, Pas Sans Nous 31, POI 31, Place publique, Reporter En Colère, SNJ, UPT